



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 11 AOÛT 2010

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

#### INSTALLATIONS CLASSEES

PROJETS D'ARRETES PREFECTORAUX PORTANT  
PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES  
AU SUIVI DES SUBSTANCES MESUREES DANS LES  
REJETS AQUEUX D'ETABLISSEMENTS

PHASE DE SURVEILLANCE INITIALE DES EMISSIONS  
DE SUBSTANCES TOXIQUES

Objet : Projets d'arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires relatives au suivi des substances mesurées dans les rejets aqueux d'établissements. Phase de surveillance initiale des émissions de substances toxiques – 3 Etablissements : CHIMICOLOR, STEARINERIE DUBOIS et Mairie de LEVROUX (station d'épuration)

### Rapport de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de l'Indre

#### I. INTRODUCTION

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE). Cette action nationale est présentée dans la circulaire DPPR/DE du 04 février 2002.

Cette campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 135 établissements industriels sur la région Centre entre 2002 et 2007. Les substances recherchées sont notamment celles visées par la Directive cadre sur l'eau (DCE), la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses et la Directive fille de la DCE 2008/105/CE.

Cette action avait pour but de participer à répondre aux objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) (réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses) et du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR) (AM du 30/06/2005) qui découle de la Directive 76/464/CE.

PJ : - 3 projets d'arrêtés préfectoraux

Son bilan a conclu au constat que les informations concernant les rejets de ces substances sont insuffisantes et que des actions de réduction doivent être étudiées sur certains rejets à enjeu. D'où la nécessité de mettre en place une seconde phase organisant une surveillance des rejets de l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, déclinée par secteurs d'activité. Les conclusions de cette surveillance pourront conduire à des actions de réduction, voire de suppression des rejets de substances dangereuses ou ayant un impact significatif sur le milieu.

Cette seconde phase est décrite dans la **circulaire du 5 janvier 2009**.

Suite au courrier de la Direction Générale de la Prévention des Risques en date du 23 mars 2010 complétant la circulaire du 5 janvier 2009 précitée, les analyses seront effectuées sur :

- les substances en gras du secteur d'activité du site pour les six mesures ;
- pour les substances ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site, l'abandon de la surveillance pourra être envisagée après trois mesures consécutives au cours desquelles ces substances n'ont pas été **détectées** (ces substances sont repérées par une astérisque dans l'article 3 des projets d'arrêtés joints).

## **II. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Le contexte réglementaire est marqué par 3 directives européennes :

- la Directive 76/464/CEE ;
- la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE ;
- la Directive 2008/105/CE, Directive Fille de la DCE.

Ces directives distinguent plusieurs types de substances (cf. annexe 2) :

- les **13 substances dangereuses prioritaires** de la DCE (mises à jour par la Directive Fille) qui ont un objectif de **suppression** des émissions à **horizon 2021 (ou 2028 pour endosulfan et anthracène)** ;
- les **20 substances prioritaires de la DCE** qui ont un objectif de **réduction** des émissions d'ici 2015 ;
- les **8 substances de la liste I** de la Directive 76/464/CEE pour lesquelles l'objectif est la **suppression de la pollution des milieux** ;
- les **autres substances** de la Directive 76/464/CEE (liste II), pour lesquelles les états membres doivent fixer des **objectifs de réduction**.

A ces objectifs s'ajoute l'**objectif de bon état imposé** par la DCE. L'atteinte du bon état se mesurera en fonction du respect des **normes de qualité environnementale (NQE)** dans le milieu pour les **41 substances** suivantes : les 8 substances de la liste I de la Directive 76/464/CEE et les 33 substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la DCE.

Réglementation française :

- **Décret n° 2005-378 du 20/04/2005** relatif au Programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (**PNAR**) :
  - création d'un programme national de réduction pour les **18 substances de la liste I** et les substances de la Liste II ;
  - définition de normes de qualité (**NQ**) pour ces substances ;
  - prise en compte ces objectifs dans les autorisations de rejet ;
- **Arrêté ministériel du 30/06/2005** (modifié par l'arrêté du **21/03/2007**) définissant le **PNAR** (substances pertinentes sur lesquelles agir et objectifs de réduction des émissions en %) ;
- **Arrêté ministériel du 20/04/2005** (modifié par l'arrêté du **21/03/2007**) définissant :
  - des **NQ** pour les **18 substances de la liste I** et 26 substances de la liste II,
  - la liste des substances pertinentes et non pertinentes au sens du PNAR.
- **Circulaire d'application de l'arrêté ministériel du 21/03/2007** définissant les **NQ** qui ne l'étaient pas encore et des objectifs nationaux de réduction par type de substances.

- **Circulaire Direction générale de la prévention des risques du 05/01/2009** relative à la mise en œuvre de la 2<sup>e</sup> phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées.

Les objectifs à retenir sont les suivants :

- **la suppression des rejets à l'horizon 2021** pour les **13 substances dangereuses prioritaires** (ou famille de substances prioritaires), voire 2028 pour deux substances (endosulfan, anthracène)
- **le respect des normes de qualité environnementale** correspondant à l'atteinte du bon état chimique (**41 substances concernées**, échéances 2015, 2021 et 2027) et à la non-détérioration des masses d'eau (substances de la liste II de la directive 76/464 reprisent en annexe V de la DCE). Ces normes de qualité environnementale sont la référence pour la **fixation des valeurs limites d'émission (VLE)** pour les installations classées notamment ;
- **La réduction des émissions des 20 substances prioritaires d'ici 2015 ;**
- **La réduction des rejets des 89 substances pertinentes au titre du PNAR.**

Les autorisations de rejet devront également prendre en compte les objectifs de réduction fixés par le SDAGE Loire-Bretagne en cours d'élaboration.

### III. LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009 ET SON APPLICATION EN REGION CENTRE

Cette circulaire prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- La remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- Une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- La réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- La remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

S'agissant d'un programme pluriannuel, la surveillance a été prescrite en 2009 à 12 établissements considérés comme prioritaires suivant les critères fixés par la circulaire du 5 janvier 2009 (caractère IPPC<sup>1</sup> et priorité régionale).

Une nouvelle liste a été établie pour 2010 et concerne 14 établissements dont 13 projets d'arrêtés préfectoraux ont déjà été présentés lors du CODERST du 1<sup>er</sup> juillet 2010 ; le dossier STEARINERIE DUBOIS vient compléter la liste des 14 établissements susmentionnés

Comme convenu à l'issue du CODERST du 1<sup>er</sup> juillet 2010, les dossiers CHIMICOLOR et Mairie de LEVROUX ont été réétudiés :

#### Concernant le dossier CHIMICOLOR :

L'industriel a présenté à l'inspection des installations classées les justificatifs qu'il possédait vis à vis des analyses jusqu'alors réalisées sur ses rejets aqueux. L'étude des documents fournis

<sup>1</sup> Integrated Pollution Prevention and Control, en référence à la directive européenne n° 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et la réduction intégrées des pollutions

ne permet pas de déroger à la réglementation nationale applicable en terme de fréquence de prélèvements et analyses à réaliser, dans le cadre de la démarche RSDE. A ce titre, la liste des paramètres à analyser et les fréquences desdites analyses n'ont pas été modifiées par rapport au projet initialement présenté (CODERST du 1<sup>er</sup> juillet 2010).

Cependant, l'absence actuelle de rejets aqueux, consécutive au non-fonctionnement de la station de détoxification de l'établissement, pour absence de rejets à traiter (résultante du contexte économique de la société) a été intégrée dans le projet d'arrêté préfectoral afférent complémentaire en son article 3. Ainsi, les analyses imposées ne seront opérées qu'au moment de la remise en service de la station de détoxification.

Concernant le dossier Mairie de LEVROUX (station d'épuration communale) :

A la demande de Monsieur le maire de LEVROUX, l'étude du dossier a été ajournée pour des raisons de budget communal, la mise en œuvre des prescriptions proposées n'étant, selon monsieur le maire, pas compatible avec le budget de sa commune voté pour 2010.

Un délai a donc été accordé à monsieur le maire et le projet demeure strictement le même que celui présenté lors du CODERST du 1<sup>er</sup> juillet 2010. Une notification des prescriptions en septembre permettra à monsieur le maire d'intégrer le coût de la démarche RSDE à un budget révisé de sa commune.

Les 3 projets d'arrêté relatifs aux dossiers CHIMICOLOR, Mairie de LEVROUX et STREARINERIE DUBOIS sont joints au présent rapport, ils ont pour but d'imposer la phase de surveillance initiale de la démarche RSDE.

Sur la base des conclusions du rapport établi par l'exploitant à la fin de la phase de surveillance initiale, des prescriptions complémentaires seront prises afin de pérenniser la surveillance des substances dangereuses représentatives des rejets de l'établissement et de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique de réduction des rejets de substances dangereuses.

#### **IV. CONCLUSION**

Les 3 établissements considérés sont concernés par la circulaire Direction générale de la prévention des risques du 05/01/2009 complétée par la circulaire du 23 mars 2010 et font partie des établissements prioritaires du fait de leur caractère IPPC et / ou de leur enjeu au niveau régional. Ils doivent donc mettre en place une surveillance initiale des substances représentatives de leur secteur d'activité.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques doit être préalablement consulté sur ces projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'inspecteur des installations classées

